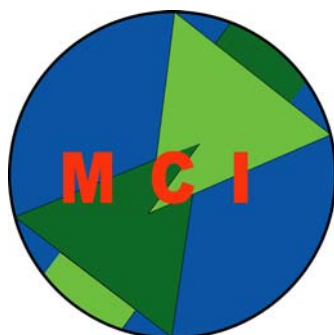


Mouvement pour la Coopération Internationale (MCI)



RAPPORT D'ACTIVITES 2010



Table des Matières

Activités au Nord	3
Travail en réseau-Activités avec d'autres associations	3
Groupe de réflexion « 50 ^{ème} MCI et problématique du développement »	5
Prises de position	6
Rencontres à Genève avec nos partenaires du Sud	6
Civilistes	8
Activités au Sud.....	9
Argentine : Conseil Assesneur Indigène (CAI) / Association Accesos.....	9
Argentine : Appui à des initiatives communautaires pour un développement participatif – Renforcement d'une plateforme sociale et environnementale ...	11
Colombie : Corporación Educativa CLEBA	13
Haïti : Promotion de la participation citoyenne de la Grande Ravine.....	14
Timor: Centro de Desenvolvimento Comunitario (CDC).....	17
Uruguay: Casa de la Mujer de la Unión (CMU)	18

Activités au Nord

Travail en réseau-Activités avec d'autres associations

Au cours de l'année 2010, le MCI a été actif avec divers mouvements sociaux et plates-formes ainsi qu'en partenariat avec d'autres associations pour des actions concrètes, et ceci autant à Genève qu'au niveau national et européen. On peut citer notamment : Fédération Genevoise de Coopération (FGC), Centre Lebrecht - Institut international de Recherche et de Formation Education et Développement (IRFED), Plateforme Haïti de Suisse (PFHS), Association pour la Promotion de l'Economie sociale et Solidaire (APRES), le Cetim, Eirene, et diverses A.M. de la FGC.

Fédération Genevoise de Coopération (FGC)

La Fédération genevoise de coopération, créée en 1966 et dont le MCI est membre fondateur, regroupe des associations siégeant à Genève et actives dans les domaines de la coopération au développement et/ou l'information au public sur les questions du développement et les rapports Nord-Sud. Elle a su se constituer en interlocutrice privilégiée des instances publiques pour l'obtention de fonds pour le financement de projets présentés par leurs membres. Le MCI continue à participer activement à cet espace de dialogue et d'échange au niveau de ses diverses activités.

L'année passée que quatre membres du MCI ont pu présenter notre « Stratégie-Programme 2009- 2019 à la commission technique de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC) au grand complet lors d'une séance ad hoc. Des questions ont évidemment surgi à cette occasion telles que « Comment le MCI choisit-il ses partenaires ? Qu'en est-il de la capitalisation de l'expérience du MCI ? Pourquoi le MCI ne cherche t-il pas d'autres bailleurs de fonds ? »

Le MCI a répondu à ces questions d'une façon claire et précise, mais a également saisi l'occasion pour interroger la FGC sur le sens exact de certaines questions et leurs implications.

C'est également en 2010 que la FGC a annoncé aux associations membres la date (janvier 2011) et le thème (« souveraineté alimentaire ») du prochain « Carrefour de la Solidarité ». Le MCI a participé à la préparation de ce Carrefour à ce carrefour en tenant un stand.

Lors de l'assemblée générale de la FGC du 21 octobre le thème de la révision de la filière projets à l'attention des associations membres a été traité. L'assemblée générale du 21 octobre a été très bien suivie par les associations membres de la FGC (trois membres du MCI étaient présents). Un véritable dialogue a été ouvert. La démarche participative et l'écoute de l'autre ont donc été particulièrement appréciées. Plusieurs associations membres ont souligné la lourdeur des approches filière, parfois inadaptées, à la fois pour les partenaires du Sud et pour elles. La réflexion va se poursuivre en 2011.

Pour plus de renseignements sur la FGC et ses engagements voir le site www.fgc.ch

Plate-forme Haïti de Suisse (PFHS)

Le MCI est membre de la plate-forme Haïti de Suisse depuis 2005. La PFHS regroupe les délégués de 25 associations solidaires avec Haïti, qui se rencontrent plusieurs fois par année ainsi que par groupes de travail temporaires. Sa ligne d'action de coopération pour un développement durable : s'informer et informer, se concerter, agir par rapport à la réalité vécue par le peuple haïtien en regardant ses droits fondamentaux. La PFHS tend à se positionner en interlocuteur des autorités fédérales suisses. Elle est prise au sérieux par la DDC.

La PFHS publie 10 fois par an un bulletin très documenté. Elle est membre d'un vaste réseau comprenant notamment « Coordination Europe-Haïti », une concertation pour Haïti à Montréal et une concertation avec les organismes haïtiens partenaires de la coalition des ONG suisses pour la restitution des fonds Duvalier à Haïti.

Le tremblement de terre du 12 Janvier 2010 a également et bien évidemment entraîné un intense travail de la part de la Plate-forme Haïti :

- Celle-ci a notamment joué un rôle très important de coordination, donnant les informations venant d'Haïti et d'autres réseaux et les diffusant presque journallement.
- Elle a également répondu aux multiples interpellations venant de partout (DDC, autorités diverses, ONG, particuliers).
- Elle a suscité des rencontres plus fréquentes entre les membres, dont quelques unes avec participation de la DDC.
- Elle a encouragé des réflexions à partir des mouvements de populations qui ont quitté Port-au-Prince en direction de leurs régions d'origine.
- Elle a participé à des rencontres suscitées par d'autres acteurs, tels la Chaîne du Bonheur, le Service Social International de Genève, etc...
- Elle a aussi servi comme d'habitude de relais entre les différentes plates-formes travaillant avec Haïti, au Canada, en France, en Europe.

Plus globalement, la PFHS a continué avec les partenaires haïtiens de ses membres à travailler sur les problèmes posés par les relations entre la société civile (la vie associative organisée, les ONG) et les pouvoirs publics, notamment locaux, ainsi que sur la mise en œuvre de la nécessaire décentralisation.

Sur demande de la DDC, la PFHS a par ailleurs participé au Sommet de la Francophonie organisé à Montreux en octobre 2010. Le MCI a été présent pendant plusieurs jours aux permanences dans le chalet Haïti du village alternatif.

EIRENE

Organisation d'envoi de volontaires, EIRENE existe depuis 1963 et est actif dans la coopération au développement, la promotion de la paix et la communication non violente.

Le MCI a participé le 2 octobre 2010 à une rencontre avec des membres d'EIRENE et de GVOM (organisations fusionnées depuis lors). Plusieurs personnes revenaient d'Haïti et ont pu livrer leurs réflexions et les échanger avec tous les participants.

Centre international Développement et civilisations Lebret-Irfed

Depuis sa création, le Centre et le MCI entretiennent des lignes étroites, que cela soit au niveau de la réflexion ou de l'action. Les contacts avec le Centre Lebret-Irfed ont continué en 2010.

En Septembre 2010 le MCI a été invité à participer à Mazille/France à un colloque international organisé par le Centre. Le but était l'échange entre une trentaine de membres du réseau international Lebret-Irfed sur leurs expériences, le renforcement des liens entre les partenaires d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, des Caraïbes et d'Europe.

Nous sommes dans une période au cours de laquelle beaucoup d'organisations nées de la problématique du « développement » parviennent peu à peu à leur 50^e anniversaire, font bilans, évaluations, sont confrontées à l'actualisation en regard des grands défis (nouveaux rapports de force, nouvelle acuité de la faim, environnement, respect des droits de l'homme...), élaborent de nouvelles perspectives, doivent proposer des alternatives construites, cohérentes et concrètes.

Le MCI, lui aussi en train de préparer son 50^e anniversaire, a pu saisir cette occasion d'échanges pour approfondir et actualiser quelques uns de ses propres thèmes de réflexion avec des partenaires qu'il connaît depuis bien des années.

Un document relatant cette rencontre est disponible sous le titre : « Rencontres Internationales Lebret 2010, 24-25-26 Septembre à Mazille en Bourgogne, Actes du Colloque ».

En Novembre 2010 le Centre Lebret propose à son réseau de partenaires à travers le monde un **projet de mutualisation de sa revue** : le Centre continuerait à publier ses bulletins mensuels et les partenaires qui le souhaitent pourraient diffuser leurs propres articles et nouvelles dans ces bulletins sous la forme d'encarts. Le but serait de donner autant que possible la parole aux partenaires du Sud ; le MCI pourrait également publier lui-même ses propres articles. Cette réflexion se poursuivra en 2011.

Groupe de réflexion « 50^{ème} MCI et problématique du développement »

Ce groupe s'est constitué en 2008 avec pour but d'approfondir des questions en suspens dans le cadre du MCI telles que le partenariat, la démarche d'autonomie, de développement, en élargissant le groupe aux partenaires du sud et du nord.

En 2012, le MCI aura 50 ans et c'est l'occasion de réfléchir au chemin parcouru et à l'horizon devant nous.

Le groupe de réflexion a proposé d'envisager la préparation de cet anniversaire sur trois ans avec production de résultats partiels chaque année : 2009, 2010, 2011. Les thématiques privilégiées sont l'économie sociale et solidaire, les peuples

autochtones, la question des jeunes, la capitalisation de l'histoire du MCI. La réflexion s'appuie sur nos liens particuliers avec nos partenaires du Sud. Ceux-ci ont commencé à répondre à un questionnaire articulé autour des thèmes choisis. Le travail du groupe de réflexion s'est poursuivi tout au long de l'année 2010 et s'est élargi à l'ensemble du MCI. Nous nous dirigeons vers des « temps forts » au printemps 2012 (organisation de conférences/débats publics) et à l'automne (rencontres à Genève avec nos partenaires du Sud). Finalement, une réflexion sur l'opportunité d'engager à temps partiel et pour une durée limitée un « coordinateur 50^{ème} » a été lancée.

Prises de position

Soutien aux indigènes de l'île de Pâques

Le MCI a envoyé une lettre à la présidence du Chili pour défendre les indigènes menacés d'expulsion.

Soutien aux prisonniers politiques Mapuche

Le MCI a organisé conjointement avec EIRENE et FIDH une réunion avec l'ambassadeur du Chili auprès de l'ONU.

Rencontres à Genève avec nos partenaires du Sud

« Red Social y Ambiental » (Argentine)

En 2010 nous avons eu la visite de deux camarades du réseau, Claudia, travailleuse sociale de la ville de Tucuman, et Sebastian, ingénieur agronome, de Merlo, Buenos Aires. Ils nous ont beaucoup parlé des effets positifs de l'acceptation du projet sur tous le réseau. Alors que l'élaboration du projet avait permis la consolidation des structures, son acceptation a donné un nouveau dynamisme profitable à tout le monde. Claudia et Sebastian nous ont aussi apporté le matériel pédagogique utilisé pour les ateliers.

Centro de Desenvolvimento Comunitario (CDC, Timor)

Invité par le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement basé à Paris et partenaire du CDC) dans le cadre de sa campagne de carême, M. Joao Do Carmo Pinto, administrateur et co-fondateur du CDC était de passage à Genève au printemps 2010.

Plusieurs rencontres ont pu être organisées:

- Rencontre de travail avec le groupe Timor du MCI
- Rencontre avec Le CCIG (Centre catholique International de Genève) et d'autres représentants d'organisations internationales. Joao Pinto a présenté le projet du CDC en le situant dans la réalité timoraise d'aujourd'hui. Sa présentation a été suivie d'un débat. A noter la présence du premier secrétaire général du Timor auprès des Nations Unies, Monsieur Marcos da Costa. Une vingtaine de personnes étaient présentes.
- Rencontre entre Joao, l'équipe Timor du MCI et la FGC (présence du

secrétaire générale de la FGC M. Olivier Berthoud et des membres de la commission technique).

Enfin, Joao a eu l'occasion de rencontrer un membre du BIT afin d'échanger sur la convention de travail des enfants.

Les passages – plutôt rares – de l'un ou l'autre membre du CDC Timor en Europe sont pour eux autant que pour le MCI, d'excellentes occasions de mises à jour d'informations mutuelles et de dialogues pour mieux nous connaître et situer l'action du CDC dans son contexte très particulier.



Visite de Joao Pinto du CDC Baucau Timor à la FGC (Secrétaire général et membres de la commission technique), accompagné des membres du groupe Timor du MCI

Cleba

En juin 2010 Antonio Sanchez de Cleba (Colombie) a participé à l'une de nos réunions. Nous avons parlé des projets futurs en Colombie, notamment auprès de la communauté indigène Embera. Antonio a également rencontré la FGC.

Darwis Khudori

Darwis Khudori, indonésien, était l'un des orateurs au cours des débats organisés par le MCI lors de son 40ème anniversaire. En juin 2010 2 membres du MCI ont pu le rencontrer, lui et un collègue du Burkina. Nos amis ont participé à la conférence « Bandung + 55 » qui s'est tenue sur les mêmes lieux en Indonésie¹ à l'automne

¹ Pour mémoire : **La « conférence de Bandung » s'est tenue du 18 au 24 avril 1955 à Bandung en Indonésie**, réunissant pour la première fois des chefs d'Etats et représentants de 29 pays africains et asiatiques, dont Gamal Abdel Nasser (Egypte), Nehru (Inde), Soekarno (Indonésie) et Zhou Enlai (Chine). Parmi eux, beaucoup venaient d'être récemment décolonisés. Cette conférence marqua l'entrée sur la scène internationale des pays alors dits du « tiers monde ». Ces pays choisirent le « non alignement » pour ne pas être l'enjeu des deux blocs de la guerre froide issus de la 2^e guerre mondiale ; ils constitueront par la suite le groupe des « non alignés ». Le texte adopté lors de cette

2010 et dont le thème était: « Bandung + 55 : diversité dans la société internationale, Où en est l'esprit de Bandung ? Où en est-on globalement aujourd'hui ? »

Civilistes

Le service civil permet aux jeunes qui ont un problème de conscience avec l'armée d'effectuer un service utile pour la collectivité. Ce service s'effectue avec les organisations d'utilité publique dans les domaines du social, de l'environnement, de la conservation des biens cultures, de l'aide aux paysans de montagne ou encore dans la coopération au développement. Les affectations permettent aussi aux jeunes d'effectuer des expériences de vie qualifiantes. L'accès au service civil est grandement facilité depuis le 1er avril 2009 puisque l'examen de conscience est aboli et qu'il n'y a plus besoin de constituer un dossier. La durée du service reste toutefois 1,5 fois plus longue que l'armée.

Le MCI a maintenant une petite tradition d'engagement de civilistes. Leur présence nous permet par exemple d'organiser un événement public, de mettre à jour nos archives, de favoriser un travail en réseau et bien sûr de collaborer avec les membres du MCI qui sont tous bénévoles. Le MCI apprécie leur maturité, leur sens des responsabilités, leurs réflexions sur le monde d'aujourd'hui.

Début 2010, nous avons accueilli Alexandre Ariosa, le neuvième civiliste de notre histoire. Celui-ci nous a notamment permis de rénover notre site internet. Au printemps Pierre Dufournet a à nouveau travaillé pendant 26 jours comme civiliste. En septembre 2010 Fawzi Benouari leur a succédé. Il sera avec nous jusqu'en mars 2011. Au terme de ces 6 mois, il sera procédé à une évaluation conjointe de son travail, selon notre procédure habituelle. Fawzi a entre autre participé pour le MCI à la rencontre internationale de la Francophonie à Montreux en octobre 2010.

conférence s'exprime sur le racisme, le colonialisme, réclame une coopération économique mondiale pour lutter contre le sous développement et tente de promouvoir une charte des relations Est-Ouest.

Activités au Sud

Argentine : Conseil Assesneur Indigène (CAI) / Association Accesos

Poursuite du projet commencé en 2004 : Récupération des territoires occupés traditionnellement par les communautés Mapuche, avec une reconnaissance officielle et des titres légaux. Reconstitution de leur mémoire historique et revalorisation de leur culture. Ce projet comporte la création de centres logistiques ainsi qu'un appui professionnel pour l'obtention de la démarcation de territoires et la régularisation de la situation foncière.

Le CAI (Conseil Assesneur Indigène) est une organisation paysanne formée par des communautés Mapuche de la Province de Rio Negro, dont l'objectif principal est la récupération de leurs territoires traditionnels et de leur culture. Il est reconnu par la loi provinciale des peuples autochtones, et de ce fait il peut se présenter comme entité représentative du peuple Mapuche devant l'administration publique et la justice provinciale.

Dans un pays où le racisme est encore généralement ancré dans la société, les militants du CAI et leurs enfants ont su gagner du respect au sein des institutions et de la société civile de la province de Rio Negro. Ils sont aujourd'hui respectés en tant que Mapuche et en tant que personnes qui luttent pour le respect de leurs droits et pour la reconnaissance de leur territoire.

Les bailleurs de fonds qui ont financé le projet par l'intermédiaire de la FGC en 2010 sont l'Etat de Genève (2'636 CHF) et la commune de Vernier (61'000 CHF).

Parmi les activités réalisées en 2010:

- Poursuite du suivi de cas juridiques liés à la récupération des terres du peuple mapuche.

A noter, une augmentation croissante de la reconnaissance du CAI de la part du peuple mapuche. En 2010, 5 nouveaux membres se sont affiliés à l'organisation.

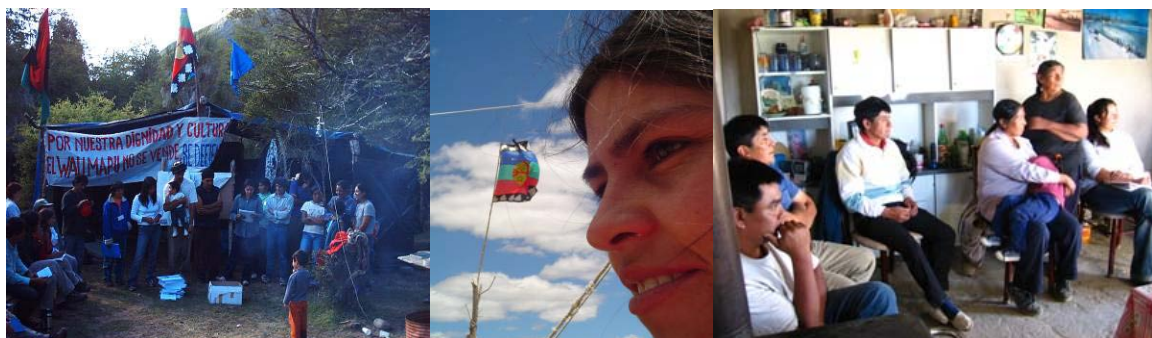
Une augmentation également de la reconnaissance du CAI de la part de plusieurs institutions étatiques et régionales. Dans ce sens, la réponse de l'OIT qui reconnaît la légitimité du CAI à représenter le peuple Mapuche dans le cadre de sa réclamation sur le non-respect de la convention 169 a eu des répercussions importantes. Depuis, le CAI a été sollicité à plusieurs opportunités comme expert ou représentant de la culture et du peuple mapuche.

Différents secteurs de la société continuent d'appuyer et de participer au travail du CAI. Le respect concernant les connaissances et l'expérience de l'organisation dans les domaines de la culture et de la politique mapuche continue d'augmenter. Par exemple, la Radio Nationale de Bariloche a proposé au CAI de réaliser une production hebdomadaire sur les droits des peuples autochtones.

- Le CAI a participé à plusieurs événements de diffusion de la problématique de récupération des terres. Par exemple, il a participé à la fête provinciale du livre et à un cours sur la jeunesse mapuche dans le cadre d'une coproduction entre le canal 10 et l'université de Comahue.

- Des travaux de recherche et des documentaires audio-visuels ont été réalisés sur des thématiques d'intérêt du CAI. Par exemple, au sujet des méthodes employées dans le passé par l'Etat argentin pour neutraliser les processus de récupération des terres mapuche. Une enquête sur l'histoire des communautés membres du CAI. Une enquête vidéo sur les faits vécus par Cristian Lleuful en rapport avec les délits commis par la police. Des dossiers de photos sur les territoires récupérés, les activités traditionnelles etc etc.

Comme d'habitude, des programmes de formation et ateliers d'information pour les communautés indigènes ont aussi été réalisés.



Argentine : « Appui à des initiatives communautaires pour un développement participatif – Renforcement d’une plateforme sociale et environnementale – La Plata »

« Red Social y Ambiental » est un réseau d’ONG intégré par des associations menant des actions dans la zone métropolitaine de Buenos Aires, visant au renforcement des communautés par l’appui au développement d’initiatives communautaires de production, formation au travail, promotion de la santé et de la prévention, promotion de l’éducation et de l’alphabétisation. Le but principal du Réseau est de contribuer à l’amélioration de la qualité de vie de ces communautés urbaines et périurbaines, vivant dans un contexte de pauvreté et de marginalisation. Ses axes principaux de travail se focalisent sur:

- Pauvreté
- Marginalisation
- Chômage
- Déracinement culturel
- Education
- Santé
- Genre
- Droits humains et citoyens

Les travaux sont également encadrés dans une perspective de protection de l’environnement, puisque les biens naturels sont des biens stratégiques de notre planète. C’est pour cela que le Réseau cherche à promouvoir le développement durable dans ses zones de travail, en cherchant à satisfaire les besoins présents sans compromettre ceux des générations futures. Le projet a été présenté à la FGC et approuvé en novembre 2009.

Les bailleurs de fonds qui ont financé le projet par l’intermédiaire de la FGC en 2010 sont la DDC (47’000 CHF), la commune de Plan les Ouates (35’000 CHF) et la commune de Carouge (35’617 CHF).

Chômage

Pour lutter contre le chômage, le réseau promeut des espaces de travail qui permettent aux chômeurs une réinsertion dans le marché du travail et l’amélioration de leur qualité de vie. C’est à cela que servent les Initiatives Communautaires de Production, lesquelles fonctionnent en coopératives, dans lesquelles sont développées des formations à différents métiers.

Education et Santé

Les ateliers sur l’eau visent à expliquer l’importance de la préservation de l’eau, à faire connaître les maladies liées à sa contamination ainsi qu’à souligner le rôle des femmes dans cette problématique.

Depuis les espaces de santé se développent et se coordonnent différents cours et ateliers d'alphabétisation de quartier et, depuis une année, également des Baccalauréats Populaires pour adultes. Ces travaux sont réalisés selon la méthodologie de l'éducation populaire. Une fois par année est organisée une Rencontre d'Education afin de partager les différentes expériences éducatives avec d'autres organisations régionales et nationales.

Genre

Les quartiers où travaille le Réseau ne sont pas étrangers aux valeurs prédominantes dans la société dont ils font partie. Ainsi on observe que le rôle de la femme n'est pas valorisé à mesure égale de celui des hommes.

Les ateliers sur la problématique genre visent à promouvoir l'équité pour les femmes dans un cadre conceptuel de la différence et de la diversité sans discrimination, en tant que vecteur de changement favorisant le renforcement d'un tissu citoyen entre hommes et femmes de chaque communauté concernée.

L'approche genre doit être replacée dans le cadre de la progression des rapports d'égalité entre femmes et hommes, pour mieux agir pour la déconstruction des modèles traditionnels de marginalisation et de domination de la femme, prédominants dans nos sociétés.

L'année 2010 a donc débuté très fort pour le réseau. L'organisation des ateliers et le démarrage des activités au mois d'avril a connu une très bonne participation aux ateliers, malgré un hiver très froid et pluvieux.

Il a également été organisé le voyage de 200 femmes du réseau pour participer à la Rencontre Nationale des Femmes dans la ville de Parana.

Nous relèverons aussi une participation active aux commémorations d' » El otro Bicentenario, el Bicentenario de los Pueblos.



Colombie : « Corporación Educativa CLEBA »

Les objectifs à moyen/long terme de ce projet ont consisté à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation en faveur des jeunes et des adultes en Colombie, à travers des démarches d'éducation de base menées avec des femmes et des hommes analphabètes ou déscolarisés de trois communes de la vallée d'Aburrá, à réaliser des recherches et à la mise en oeuvre et la publication de matériel éducatif. En 2010, après 10 précieuses années de collaboration le projet c'est terminé et les objectifs ont été largement atteints. Plus de 900 personnes, en majorité des femmes illettrées et analphabètes ont participé au projet. Beaucoup de ces femmes sont des cheffes de famille et certaines sont des déplacées de la guerre civile qui sévit en Colombie; notamment dans la région d'Uraba où des écoles ont été fermées ces dernières années. De nombreuses personnes ont du quitter cette région pour venir s'installer dans la vallée d'Aburra et ont pu être intégrées au projet CLEBA. Parmi elles, un certain nombre ont pu continuer leurs études secondaires et autres formations (universitaires et techniques) qui leur ont ouvert des nouvelles perspectives professionnelles (boulangères, secrétaires et professeur d'écoles primaires).

En règle générale, l'analphabétisme et l'illettrisme ont fortement diminué dans la municipalité d'Itagui. D'autre part, le gouvernement a aménagé des horaires dans certaines écoles adaptés à l'éducation d'adultes.

A l'avenir, CLEBA espère pouvoir continuer son travail avec un nouveau demandeur, le peuple EMBERA du département d'Antioquia.



Haïti : Promotion de la participation citoyenne de la Grande Ravine

Par l'entremise de EIRENE, un coupe de volontaire est parti dans le nord d'Haïti pour appuyer le partenaire du MCI, PAIS (Programme d'Appui à l'Insertion Sociale). Organisation d'envoi de volontaires, EIRENE existe depuis 1963 et est actif dans la coopération au développement, la promotion de la paix et la communication non violente. EIRENE Suisse bénéficie de financements de la Coopération Suisse (DDC), de collectivités publiques et privées et de membres sympathisants. EIRENE et le MCI coopèrent ensemble dans un excellent climat.

Le onze janvier 2010 au soir, des représentants du MCI, les responsables d'EIRENE, des amis haïtiens étaient réunis autour de Mario et Joëlle (volontaires engagés par EIRENE devant se rendre auprès de PAIS²) pour une petite fête avant leur départ prévu dans les jours suivants.

Le 12 à l'aube nous apprenions la terrible catastrophe : une secousse de magnitude 7,3 a ébranlé Haïti. Les dégâts sont immenses. Nous passons les journées suivantes, comme tout le monde, suspendus aux informations, téléphones, mails...

Le bilan s'alourdit de jour en jour : plus de 200 000 morts sur le coup, autant de blessés et de disparus, plus de 600 000 personnes fuient vers toutes les régions du pays. Une capitale, des bourgs et villages anéantis. Panique, pleurs, prières en Haïti. Tout le monde est à la recherche d'un parent, d'un ami.

La consternation.

Et comme le dira si bien une année après l'écrivain Dany Laferrière : « Tout bouge autour de nous » !

La terre n'a pas tremblé en Suisse, mais sans vouloir comparer avec les Haïtiens, nous avons ressenti un tremblement intérieur immense.

Après plus de trois semaines de réflexions, d'interrogations et finalement d'autorisation de la DDC, Joëlle, Mario et leur petit Léo partent pour Haïti autour du 10 février. Itinéraire de voyage complètement changé, cahiers des charges bouleversés.

L'accueil est chaleureux au Cap Haïtien de la part de l'équipe de PAIS. La ville du Cap n'a pas subi le tremblement de terre comme Port-au-Prince, mais la crainte est vive dans la population : le Cap est lui aussi situé sur une faille.

Tout a complètement changé, tout est à reconstruire, aussi dans l'âme du peuple haïtien.

Un grand chamboulement, une situation chaotique. Un immense exode a lieu : les victimes du séisme restées vivantes fuient la capitale en grand nombre et dans toutes les directions, vers leurs régions d'origine. Très vite, des habitants du Cap et environ partent à Port-au-Prince chercher les leurs. Ils rentrent avec des blessés, des gens traumatisés. Les familles comme les hôpitaux sont débordés. Les régions de La

² Programme d'Appui à l'Insertion Sociale, partenaire du MCI dans la région du Cap Haïtien au Nord d'Haïti

Bruyère, Grosse Roche, Grande Ravine, Mapou, accueillent en grand nombre les blessés et traumatisés³.

Et déjà on parle de « l'avant 12 janvier » et « de l'après 12 janvier ». Cerner les priorités qui ne sont pas les mêmes que celles « d'avant » : telle est la tâche principale des membres de PAIS en collaboration étroite avec Joëlle et Mario. Joëlle étant médecin, elle visite très vite l'Hôpital Universitaire Justinien dans lequel elle collaborera temporairement à « Kombit santé », l'unité de médecine familiale où elle pourra se familiariser avec l'épidémiologie et le réseau santé.

Après un temps d'adaptation mutuel entre les membres de PAIS avec Joëlle et Mario, le courant passe. Pour répondre à la préoccupation première des groupes KEMBE MEN (Accroche-toi) offrent un soutien psychosocial au travers d'un espace de parole. Destinés initialement aux personnes déplacées victimes du séisme, d'autres personnes des localités les rejoindront bien vite pour ensemble surmonter leurs traumatismes et essayer de reprendre une vie active. Cette activité se prolongera pratiquement toute l'année, mais très vite d'autres centres d'intérêts émergent.

Cinq axes sont mis en place (d'autres groupes de parole, appui en santé, couture, sport, petite approche du micro crédit) dans les villages se situant dans les « mornes »⁴.

Un système de « cliniques mobiles »⁵ avec consultations gratuites commence à fonctionner.

La formation citoyenne - commencée avant le tremblement de terre – est relancée.

Un chemin reliant Grosse Roche à La Bruyère est élargi grâce à Kombit⁶, permettant à la population locale une meilleure circulation pour les hommes conduisant des ânes, parfois des carrioles.

Une ébauche d'un projet d'agriculture prend forme.

Les membres de PAIS et leurs responsables déploient un grand dynamisme.



³ Lieux près de Cap Haïtien où PAIS est implanté

⁴ Paysage montagneux d'accès souvent difficile

⁵ Une infirmière et une assistante se rendent à pied dans les communautés avec un sac à dos

⁶ Système de travail communautaire où toute la communauté participe

A l'été 2010 un tournoi de football est lancé à la grande joie de tous. Même un tournoi de femmes se met en place ! Pourtant, dans tout le pays la population se trouve confrontée à de nombreux défis : les séquelles du tremblement de terre, des cyclones et surtout le choléra font beaucoup de ravages.

A l'automne Joëlle, Mario et Léo doivent déménager au Cap, ce qui complique beaucoup le quotidien. Le choléra atteint la région du Cap. L'inquiétude augmente chez les Haïtiens de la région, autant que pour Joëlle et Mario. Pourtant, le travail entrepris continue, les liens d'amitiés, de soutiens réciproques se fortifient.

A l'approche des élections, des émeutes se produisent. Joëlle est prise dans l'une d'elles.

Les évènements s'accélèrent ; le choléra, les émeutes amènent les volontaires à quitter Haïti, le cœur gros, pour réflexion face à leur engagement. Les membres de PAIS éprouvent de la tristesse, mais ils continuent : KEMBE MEN « Accroche toi » ! Ils n'abandonnent pas.

Tout au long de 2010 une très heureuse et excellente collaboration s'est également développée entre EIRENE et le MCI : échanges d'opinions, transparence, réflexions, prises de décisions communes.

Les deux organisations ont déposé ensemble un projet auprès de la CHAINE DU BONHEUR en faveur du partenaire PAIS qui nous est devenu commun ; le montage et la gestion étant assumés par EIRENE. Ce projet a été accepté en octobre 2010.

Le MCI remercie chaleureusement EIRENE, spécialement Édith Kolo, pour son immense travail.

Tout au long de 2010 une très heureuse et excellente collaboration s'est également développée entre EIRENE et le MCI : échanges d'opinions, transparence, réflexions, prises de décisions communes.



Timor: Centro de Desenvolvimento Comunitario (CDC)

L'appui aux activités du CDC (Centre de développement communautaire) à Baucau s'est poursuivi en 2010.

- Durant cette année le CDC a continué son soutien aux groupes déjà existants (forgerons, chips de légumes, production de confitures) et a débuté un partenariat avec de nouveaux groupes (conserves de sardines, friandises aux cacahuètes).

Au jour d'aujourd'hui le CDC soutient 9 groupes différents. Une des règles de base est que 2 groupes ne peuvent réaliser la même activité, d'une part afin d'éviter une concurrence entre les groupes et d'autre part afin d'éviter une offre supérieure à la demande.

- Durant l'année 2010 l'accent a été mis sur la formation du staff et de certains membres de groupes. L'ensemble du staff a ainsi pu suivre des cours d'anglais durant les 6 derniers mois de l'année leur permettant d'acquérir les bases nécessaires pour communiquer avec les partenaires internationaux (recherche de fonds...) et les partenaires régionaux (échange d'expériences, formation). D'autres formations ont eu lieu dont « étude de cas », « atelier international sur la recherche de fonds », « élaboration de plans stratégiques ».

- L'unité de recherche et de documentation créée en 2009 a poursuivi sa mission permettant la création d'un site internet (www.cdctls.org), ainsi que l'édition des brochures et manuels de formation pour l'ensemble des groupes.

En fin d'année 2010 un membre du MCI a effectué une mission de 12 jours sur place. Cette mission a permis :

- D'effectuer des visites de terrain pour mieux comprendre l'environnement local, les avancées au sein des groupes et les difficultés rencontrées par les membres.
- De travailler avec les membres à l'élaboration des nouveaux statuts et du règlement intérieur afin que le CDC acte définitivement son processus d'autonomisation comme ONG timoraise. Ces derniers ont été validés durant l'assemblée générale qui a eu lieu le 27 novembre.

Les activités réalisées en 2010 ont été financées par l'intermédiaire de la FGC par la commune de Meyrin (35'000) et l'Etat de Genève (33'058).



Uruguay: Casa de la Mujer de la Unión (CMU)

Notre partenaire Casa de la Mujer de la Unión est une ONG spécialisée dans la promotion des droits des jeunes et des femmes qui vise, depuis ses débuts en 1985, l'équité de genre dans un sens large comprenant tous les espaces de la société et la formulation d'une politique globale d'égalité homme-femme. Elle propose des espaces de rencontre, de réflexion, de formation et d'action et jouit de la reconnaissance de la population qu'elle soutient ainsi que des organisations privées et publiques avec lesquelles elle collabore.

Le projet soutenu par le MCI depuis 2004 concerne la problématique de la grossesse précoce, réalité particulièrement présente dans les secteurs les plus défavorisés : l'absence d'éducation sexuelle, les difficultés pour accéder à des méthodes contraceptives, le manque d'un projet de vie, autant de difficultés qui laissent la voie libre à des grossesses prématurées et répétées. Le travail se centre sur la prévention, l'accompagnement des jeunes enceintes et leur préparation à l'accouchement et aux nouvelles situations de vie, dans le cadre d'une approche communautaire et de promotion de la citoyenneté chez les adolescentes des milieux défavorisés dans la ville de Montevideo.

Approuvé par la FGC en août 2004, ce projet a compté avec l'apport financier de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), de la Commune de Carouge, de l'Etat et de la Ville de Genève pour la période 2009-2010. Pour la période de 2010, le projet a compté avec l'apport financier de la commune de Carouge (22'745 CHF).

Il a mené à bien ses activités tout au long de ces six années et a pu développer et consolider l'espace « Apuesta Joven » (lieu de participation et de référence pour les adolescentes et les jeunes femmes de Villa Española), ainsi que le réseau d'organisations sociales et d'institutions de référence du quartier, diffuser les acquis et capitaliser les apprentissages du projet. Au niveau du public et de la société en général, il a cherché à générer une connaissance critique sur la thématique à partir d'une plateforme avec des organisations publiques et privées et des actions conjointes. Par rapport aux décideurs politiques, il a cherché à sensibiliser ceux-ci à la problématique et à promouvoir des instances de dialogue et des accords sur des politiques publiques.

L'équipe du projet a travaillé à la consolidation des espaces éducatifs et au renforcement de l'auto-estime et a accordé une attention particulière à la dynamique des familles et aux diverses situations de vie propres à chaque bénéficiaire, organisant des réunions collectives et des entretiens avec les référents familiaux afin d'obtenir de leur part une participation engagée et plus soutenue dans le temps.

L'activité d'autogestion et de participation dite « Espace Assemblée » a fonctionné suivant la demande des éducateurs et/ou du groupe des bénéficiaires, avec un bon engagement des ces dernières. L'équipe confrontée au quotidien à des situations limites de violence subies par les participantes (violence parentale directe, isolement, situation de rue parce qu'expulsées de la maison) a continué à renforcer les liens avec diverses organisations s'occupant des adolescentes en situation de risque, soit pour obtenir l'accueil dans un foyer de nuit, soit pour mener conjointement un travail d'approche auprès des familles les plus problématiques.

Divers projets collectifs, autant à l'interne du groupe qu'envers la communauté, ont été mis en place, par exemple, à l'occasion de la Journée de la femme, de la Journée de l'enfant, des droits des enfants et des adolescent(e)s, ou par l'organisation d'un camp et d'une sortie en train financés partiellement par la vente de mets préparés par les bénéficiaires. Le réseau de Villa Española a continué à fonctionner, avec des réunions mensuelles et une bonne présence des organisations participantes. Une lettre a été adressée aux autorités signalant la nécessité de faire un diagnostic du quartier en temps réel et de mettre sur pied des programmes d'appui à l'enfance et l'adolescence de la zone. Il est à remarquer la journée du 19 novembre qui s'est développée dans le cadre d'un grand jeu « Jinkana » de compétitions autour du thème « Les Droits », lequel a demandé un travail de préparation qui a été à la charge des bénéficiaires du projet et qui a compté aussi avec la participation d'institutions et d'organismes actifs dans des zones voisines. L'activité collective de clôture de l'année a été une importante instance de diffusion du projet qui a compté avec la participation de la communauté et des institutions de la zone.

Au mois de juillet 2010, la chargée de projet au sein du MCI a fait une visite sur le terrain et tenu des réunions avec l'équipe et la coordinatrice locale. Afin d'assurer la continuité des activités de l'Espace Jeune à Villa Española, les négociations avec des instances officielles ont continué en 2010 pour que l'État le prenne en charge. Suite à la présentation en 2009 de la Systématisation du travail réalisé durant la période 2004-2008 du projet, qui avait compté avec la participation des organisations de la zone et du gouvernement local et national, nous avons pu constater une reconnaissance certaine du travail réalisé par Casa de la Mujer de la Unión. En particulier, la Ministre de la Santé avait publiquement évalué comme très positive la présence de notre partenaire à Villa Española, ainsi que son apport global en tant qu'organisation de la société civile.

Grâce à la qualité de son travail, autant dans l'accompagnement, l'information et la formation de jeunes et adolescent(e)s, la promotion de l'équité homme-femme et l'éducation en Droits sexuels et reproductifs, que par rapport aux communautés locales et la société en général, Casa de la Mujer de la Unión a obtenu l'approbation de l'État pour la poursuite des activités de l'espace « Apuesta Joven » dans le cadre des conventions avec l'Institut pour les enfants et les adolescent(e)s de l'Uruguay (INAU).

